

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> mai 2020.

**Art. 6.** Le ministre flamand compétent pour l'agriculture et la pêche en mer est chargé d'exécuter le présent arrêté. Bruxelles, le 15 mai 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30909]

#### 27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2008 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ANNEE BUDGETAIRE 2008

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Engagements effectués en exécution du budget

##### § 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

##### Article 1<sup>er</sup>

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2008, s'élèvent à 55.797.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

##### § 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

##### Article 2

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 44.916.856,39 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

##### Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 10.880.143,61 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'État coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

##### § 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

##### Article 4

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2008 s'élèvent à 189.257.172,35 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2008, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de 47.537.011,18 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2008 à 141.720.161,17 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'État coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15, 39,40,et 47 du décret du 13 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2008 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

##### § 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

##### Article 5

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2008 s'élèvent à 67.241.934,17 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

##### Article 6

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2008 à 74.478.227,00 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

#### CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

##### § 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

##### Article 7

Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2008 à la somme de 8.128.149.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	8.128.074.000
- recettes fiscales et générales en capital :	75.000

**Article 8**

Les recettes budgétaires de l'année 2008 s'élèvent à 8.117.281.518,14 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante : (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	8.117.117.513,99
- recettes fiscales et générales en capital :	164.004,15

**Article 9**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6) (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2009 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	

## § 2 Fixation des crédits de dépenses

**Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2008 ont accordé 8.1258.333.000 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2). (en euros)

Crédits d'ordonnement	49.220.000
Crédits non dissociés	8.169.113.000

**Article 11**

Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 207.397.249,60 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	207.397.249,60

**Article 12**

- En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2008 s'élève à 8.425.730.249,60 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

(en euros)

Crédits d'ordonnement	49.220.000
Crédits non dissociés	8.376.510.249,60

## § 3 Fixation de la situation des dépenses

**Article 13**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2008 se montent à 8.378.069.082,45 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	13.209.375,44	27.222.600,72	40.431.976,16
Crédits non dissociés	117.571.081,47	8.220.066.024,82	8.337.637.106,29
total	130.780.456,91	8.247.288.625,54	8.378.069.082,45

**Article 14**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 8.378.069.082,45 euros dont :

Crédits d'ordonnement	40.431.976,16
Crédits non dissociés	8.337.637.106,29

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

**Article 15**

Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

## § 4 Règlement des crédits

**Article 16**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2008 de 47.661.167,15 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	8.788.023,84
Crédits non dissociés	38.873.143,31

**Article 17**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2008 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 251.264.809,08 euros dont :

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	251.264.809,08

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6, colonne 2.

**Article 18**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2008 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(En euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	8.788.023,84	82.293.249,72	91.081.273,56
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		207.844.702,67	207.844.702,67

## § 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2008

**Article 19**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2008 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 8.117.281.518,14 euros

Les dépenses s'élèvent à 8.378.069.082,45 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 260.787.564,31 euros

## CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

## § 1. Fixation des recettes affectées

**Article 20**

Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2008 à 189.257.172,35 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	188.881.530,86
Recettes en capital	315.220,49

## § 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

**Article 21**

Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2008 s'élèvent à 189.257.172,35 (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2008 étant de - 42.405.316,58 euros le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 146.851.855,77 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15, 39,40, et 47 du décret du 13 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2008 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

## § 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

**Article 22**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2008 s'élèvent à 64.985.260,72 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

**Article 23**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2008 à 81.866.595,05 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget***Article 24**

Les décrets budgétaires de l'année 2008 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	37.000.000
- Dépenses	37.000.000

annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3).

**Article 25**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2008 s'élevait à - 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été encaissée (annexe tableau 2.2.5, colonne 4)

**Article 26**

Aucune dépense n'a été imputée (annexe tableau 2.2.5, colonne 5).

Il n'existe donc aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.5, colonne 6).

**Article 27**

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 0 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2008, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2008 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global***Article 28**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2008 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : .....	- 260.787.564,31
Crédits variables : .....	+ 124.271.911,63
Section particulière : .....	0
Total : .....	- 136.515.890,38

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS DES SERVICES  
A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISECHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*§1<sup>er</sup> fixation des recettes**Article 29**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 249.963.242,29 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2008 s'élèvent à 468.836.787,40 euros.

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier de l'année s'élève à 242.599.721,96 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1<sup>er</sup> janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2008 de 711.436.509,36 euros.

## § 2 .fixation des dépenses

**Article 30**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 231.518.947,03 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 406.301.342,21 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

## § 3. résultat budgétaire

**Article 31**

Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 62.535.445,19 euros.

Le disponible au 31 décembre 2008 est fixé au montant de 305.135.167,15 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE : ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A*Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)*• *RECETTES*

Les prévisions, à	43.114.313,26
Les recettes imputées, à	42.082.679,67
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	1.031.633,59

• *DEPENSES*

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	46.495.249,00
Les dépenses imputées, à	40.899.424,66

• *RESULTAT*

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à	1.183.255,01
- soit les recettes de l'année, de	42.082.679,67
- moins les dépenses, de	40.899.424,66

*Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)*• *RECETTES*

Les prévisions, à	0
Les recettes imputées, à	0
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	0
Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	0
Les dépenses imputées, à	0
Le montant des crédits à annuler, à	0

• *RESULTAT*

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	0
- soit les recettes de l'année, de	0
- moins les dépenses, de	0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

*Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.*

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,

Ministre de l'Éducation

—  
Note

(1) *Session 2019-2020*

*Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 59-1. – Rapport de commission, n°59-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 59-3*

*Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.*

489 (2012-2013) — N° 1

( 18 )

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE****2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés****2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes****2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses****2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables****2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière****2.2.6 Dépassements de crédits**

{ 19 }

489 (2012-2013) — N° 1

## 2.2.1 - ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS			
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements		
					Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante	Crédits à annuler	
Chapitre I - Services généraux	608.000	-	608.000	347.135,61	-	260.864,39	-	260.864,39
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	28.998.000	-	28.998.000	18.450.763,11	-	10.547.236,89	-	10.547.236,89
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	25.191.000	-	26.191.000	26.118.957,67	-	72.042,33	-	72.042,33
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>55.797.000</b>	<b>-</b>	<b>55.797.000</b>	<b>44.916.856,39</b>	<b>-</b>	<b>10.880.143,61</b>	<b>-</b>	<b>10.880.143,61</b>

489 (2012-2013) — N° 1

( 20 )

## 2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	À annuler ou à porter en surseance indéfinie	Droits reportés
<b>Recettes courantes</b>						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	8.128.074.000,00	8.117.117.513,99	8.117.117.513,99	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	176.578.000,00	188.881.530,86	188.881.530,86	0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes courantes</b>	<b>8.304.652.000,00</b>	<b>8.305.999.044,85</b>	<b>8.305.999.044,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes en capital</b>						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	75.000,00	164.004,15	164.004,15	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	269.000,00	315.220,49	315.220,49	0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes en capital</b>	<b>344.000,00</b>	<b>479.224,64</b>	<b>479.224,64</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total recettes fiscales et générales</b>	<b>8.128.149.000,00</b>	<b>8.117.281.518,14</b>	<b>8.117.281.518,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total recettes affectées</b>	<b>176.847.000,00</b>	<b>189.257.172,35</b>	<b>189.257.172,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8.304.996.000,00</b>	<b>8.306.538.690,49</b>	<b>8.306.538.690,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



( 21 )

489 (2012-2013) — N° 1

## 2.2.3 - COMPTE D'EXÉCUTION DES DÉPENSES

	ALLOCAIONS DES CRÉDITS			SITUATION DES DÉPENSES				RÈGLEMENTS DES CRÉDITS			
	Crédits affectés par décret	Crédits reportés	Crédits totaux	Provisions des années antérieures	Provisions de l'exercice	Dépenses totales	Paiements effectués, justifiés ou régularisés	Paiements restant à régulariser	Crédits complémentaires (1)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2008	Crédits non utilisés à annuler
<b>I Services généraux</b>											
a) crédits non dissociés	502.306.000,00	15.139.707,09	517.444.707,09	8.464.466,69	452.263.251,83	460.727.718,52	460.727.718,52	0,00	6.494.366,15	57.974.889,05	5.326.465,67
b) crédits d'ordonnement	901.000,00	0,00	901.000,00	464.514,93	405.293,14	869.798,07	869.798,07	0,00	0,00	0,00	31.201,93
<b>II Culture et Affaires sociales</b>											
a) crédits non dissociés	986.205.000,00	55.569.826,88	1.041.774.826,88	45.769.299,82	927.821.316,06	973.680.615,88	973.680.615,88	0,00	0,00	64.691.293,09	3.412.917,51
b) crédits d'ordonnement	21.720.000,00	0,00	21.720.000,00	11.963.440,14	9.142.830,15	21.106.270,29	21.106.270,29	0,00	0,00	0,00	613.726,71
<b>III Éducation et Recherche</b>											
a) crédits non dissociés	6.129.058.000,00	122.732.068,21	6.251.790.068,21	63.251.634,33	6.301.967.009,95	6.355.218.644,28	6.355.218.644,28	0,00	244.760.442,93	71.616.608,25	69.735.298,61
b) crédits d'ordonnement	26.699.000,00	0,00	26.699.000,00	781.420,37	17.674.467,43	18.455.907,80	18.455.907,80	0,00	0,00	0,00	8.143.092,20
<b>IV Dette publique</b>											
a) crédits non dissociés	151.010.000,00	13.956.647,42	164.966.647,42	10.095.680,63	137.381.388,76	147.477.069,39	147.477.069,39	0,00	0,00	13.670.970,50	3.618.607,52
<b>V Dotations à la RW et à la COCOF</b>											
a) crédits non dissociés	400.534.000,00	0,00	400.534.000,00	0,00	400.533.058,22	400.533.058,22	400.533.058,22	0,00	0,00	941,78	0,00
b) crédits d'ordonnement	8.169.113.000,00	207.397.249,60	8.376.510.249,60	117.571.081,47	8.220.066.024,82	8.337.637.106,29	8.337.637.106,29	0,00	251.264.869,08	207.844.702,67	82.293.249,72
<b>Total général</b>	<b>8.218.333.000,00</b>	<b>207.397.249,60</b>	<b>8.425.730.249,60</b>	<b>130.780.456,91</b>	<b>8.247.268.825,54</b>	<b>8.376.069.082,45</b>	<b>8.376.069.082,45</b>	<b>0,00</b>	<b>251.264.869,08</b>	<b>207.844.702,67</b>	<b>91.081.273,56</b>

(1) À baser sur le détail de règlement déposé au budget pour dépenses faites au-delà des crédits

489 (2012-2013) — N° 1

( 22 )

## 2.2.4 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			Engagements	Disponible en engagement au 31.12.2008
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	13.218.734,52	28.972.850,90	42.191.585,42	28.619.012,44	13.572.572,98
II Culture et Affaires sociales	-7.028.107,74	56.907.246,45	49.879.138,71	32.094.960,64	17.784.178,07
III Éducation, Recherche et Formation	-53.727.637,96	103.377.075,00	49.649.437,04	6.527.961,09	43.121.475,95
<b>TOTAL</b>	<b>-47.537.011,18</b>	<b>189.257.172,35</b>	<b>141.720.161,17</b>	<b>67.241.934,17</b>	<b>74.478.227,00</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			Ordonnancements	Disponible en ordonnancement au 31.12.2008
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	13.260.291,31	28.972.850,90	42.233.142,21	28.611.612,44	13.621.529,77
II Culture et Affaires sociales	-2.997.535,33	56.907.246,45	53.909.711,12	31.628.927,48	22.280.783,64
III Éducation, Recherche et Formation	-52.668.072,56	103.377.075,00	50.709.002,44	4.744.720,80	45.964.281,64
<b>TOTAL</b>	<b>-42.405.316,58</b>	<b>189.257.172,35</b>	<b>146.851.855,77</b>	<b>64.985.260,72</b>	<b>81.866.595,05</b>

## 2.2.5 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter à l'exercice 2009
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Solde	Au 01.01.2008	Au 31.12.2008	
				Totales	Restant à régulariser				
Éducation, Recherche et Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2.923.724,08	-2.923.724,08	-2.923.724,08
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2.923.724,08	-2.923.724,08	-2.923.724,08

## 2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<b>DO 11 – Affaires générales – Secrétariat général</b>	
<i>Programme 0 – Subsistance</i>	
A.B. 11.04 – Personnel autre que statutaire	6.481.352,84
<i>Programme 7 – Corps interministériel des commissaires du gouvernement</i>	
A.B. 11.04 – Rémunération du personnel autre que statutaire	3.013,31
<b>DO 40 – Services communs, affaires générales, recherche en éducation, pilotage de l'enseignement (Interréseaux) et orientation – relations internationales</b>	
<i>Programme 9 – Discrimination positive dans l'enseignement</i>	
A.B. 01.07 – Intervention de la Communauté française pour la réalisation d'un programme de transition professionnelle	1.594.845,92
<b>DO 41 – Inspection de l'enseignement</b>	
<i>Programme 1 – Subsistance Inspection – Dépenses de personnel</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	52.371,43
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	404.936,56
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	129.720,63
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	94.198,86
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	53.981,22
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	31.161,17
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	12.120,64
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	409.336,93
<b>DO 46 – Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique</b>	
<i>Programme 1 – Subsistance administration – Personnel de l'enseignement</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	35.744,21
<b>DO 48 – Centres P.M.S.</b>	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des centres P.M.S.</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	1.014.517,75
A.B. 43.01 – Subventions-traitements	752.493,35
A.B. 44.01 – Subventions-traitements	1.218.980,57
<b>DO 50 – Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté française</b>	
<i>Programme 4 – Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française – Auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires – Établissements de la Communauté française</i>	
A.B. 11.03 – Traitements des chargés de mission	95.251,59
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	39.988,27
<i>Programme 6 – Centres de dépassement et de plein air de la Communauté française</i>	
A.B. 11.03 – Traitements des chargés de mission	40.890,57
<b>DO 51 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire</b>	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des écoles maternelles</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire du maternel	918.638,82
A.B. 43.01 – Subventions-traitements dans le maternel	12.649.805,59
A.B. 44.01 – Subventions-traitements dans le maternel	8.156.098,85

( 25 )

489 (2012-2013) — N° 1

<i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire du primaire	4.558.588,74
A.B. 11.03 - Personnel statutaire du primaire	120.330,06
A.B. 43.01 - Subventions-traitements dans le primaire	28.288.528,99
A.B. 44.01 - Subventions-traitements dans le primaire	25.665.239,69
<i>Programme 8 - Lutte contre l'échec scolaire - Subventions diverses</i>	
A.B. 11.05 - Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental	2.693.862,36
<b><u>DO 52 - Enseignement secondaire</u></b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	23.493.875,96
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	980.478,91
A.B. 43.01 - Subventions-traitements	17.674.931,64
A.B. 44.01 - Subventions-traitements	48.944.010,65
<i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit</i>	
A.B. 43.01 - Subventions-traitements	730.523,32
A.B. 44.01 - Subventions-traitements	1.032.478,71
<i>Programme 9 - Discrimination positive</i>	
A.B. 01.07 - Dépenses de toute nature	520.368,40
<b><u>DO 53 - Enseignement spécial</u></b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire pédagogique	4.258.525,30
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	218.048,07
A.B. 11.03 - Personnel statutaire paramédical	530.549,36
A.B. 43.01 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	3.783.650,22
A.B. 43.01 - Subventions-traitements du personnel paramédical	189.105,67
A.B. 44.01 - Subventions-traitements	6.985.735,53
A.B. 44.01 - Subventions-traitements du personnel paramédical	732.428,04
<b><u>DO 55 - Enseignement supérieur hors universités et hautes écoles</u></b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des hautes écoles</i>	
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	156.095,11
A.B. 11.03 - Personnel statutaire	23.933,23
A.B. 44.11 - Subventions-traitements	279.595,61
<i>Programme 5 - Fonctionnement des hautes écoles</i>	
A.B. 41.21 - Dotations aux hautes écoles	2.100.427,73
A.B. 11.03 - Personnel	172.630,04
A.B. 43.14 - Subventions aux hautes écoles	2.958.988,76
A.B. 44.13 - Subventions aux hautes écoles	6.331.185,62
<i>Programme 6 - Fonctionnement des écoles d'architecture</i>	
A.B. 11.03 - Dépenses de personnel	85.563,93
A.B. 43.24 - Subvention à l'intercommunale d'architecture	139.563,56
A.B. 44.31 - Subvention à l'Institut Saint-Luc	250.044,31
<i>Programme 7 - Enseignement supérieur hors universités</i>	
A.B. 01.01 - Commissaires et délégués du gouvernement	2.443,34
A.B. 45.41 - Allocations familiales	66.701,17
A.B. 01.01 - Traitements - Subventions-traitements	84.504,90

489 (2012-2013) — N° 1

( 26 )

<b>DO 56 – Enseignement de promotion sociale</b>	
<i>Programme 4 – Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	8.355.559,18
A.B. 43.01 – Subventions-traitements	10.609.128,80
A.B. 44.01 – Subventions-traitements	7.435.457,60
<b>DO 57 – Enseignement artistique</b>	
<i>Programme 3 – Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur</i>	
A.B. 11.03 – Personnel statutaire	84.319,32
A.B. 43.01 – Subventions-traitements (officiel)	387.212,46
A.B. 44.01 – Subventions-traitements (libre)	1.162.477,49
<i>Programme 4 – Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur</i>	
A.B. 01.01 – Dépenses de toute nature	1.526,03
<i>Programme 5 – Dépenses de personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés</i>	
A.B. 43.01 – Subventions-traitements	83.333,86
<i>Programme 7 – Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit</i>	
A.B. 43.01 – Subventions-traitements	4.468.483,63
A.B. 44.01 – Subventions-traitements	423.248,45
A.B. 01.01 – Subventions-traitements	11.676,25
<b>TOTAL</b>	<b>251.264.809,08</b>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/30909]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse gemeenschap voor het begrotingsjaar 2008 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE  
VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP. - BEGROTINGSJAAR 2008

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2008, bedragen 55.797.000 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 2)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 44.916.856,39 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 5)

**Artikel 3**

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 10.880.143,61 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2008 bedragen 189.257.172,35 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2008, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, 47.537.011,18 euro bedroeg (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2008 141.720.161,17 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 39, 40 en 47 van het decreet van 13 december 2007 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2008 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2008 bedragen 67.841.241.934,17 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5)

**Artikel 6**

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2008 -74.478.227,00 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Artikel 7**

De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2008 een som van 8.128.149.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	8. 128.074.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	75.000

**Artikel 8**

De begrotingsontvangsten van het jaar 2008 bedragen 8.117.281.518,14 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit: (in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	8.117.117.513,99
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	164.004,15

**Artikel 9**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 5)

Dit bedrag bestaat uit :

- a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6) *(in euro)*

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	

- b. naar het begrotingsjaar 2009 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	

## § 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2008 hebben de som van 8.1258.333.000 euro voor de ordonnanciering van de uitgaven toegekend en verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 2). *(in euro)*

Ordonnanceringskredieten	49.22 0.000
Niet-gesplitste kredieten	8 .169.113.000

**Artikel 11**

Die uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden vermeerderd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 207.397.249,60 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 verdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3) :

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	207.397.249,60

**Artikel 12**

Krachtens de vorige artikelen 10 en 11 bedragen de toegekende beschikbare totaaluitgavenmachtigingen voor het begrotingsjaar 2008 de som van 8 .425.730.249,60 euro (bijlage tabel 2.2.3 kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt *(in euro)*

Ordonnanceringskredieten	49.220.000
Niet-gesplitste kredieten	8.376.510.249,60

## § 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

**Artikel 13**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2008 bedragen 8. 378.069.082,45 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	13.209.375,44	27.222.600,72	40.431.976,16
Niet-gesplitste kredieten	117.571.081,47	8.220.066.024,82	8.337.637.106,29
Totaal	130.780.456,91	8.247.288.625,54	8.378.069.082,45

**Artikel 14**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 8.378.069.082,45 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	40.431.976,16
Niet-gesplitste kredieten	8.337.637.106,29



(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

**Artikel 15**

Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

## § 4 Regeling van de kredieten

**Artikel 16**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2008 van 47.661.167,15 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	8.788.023,84
Niet-gesplitste kredieten	38.873.143,31

**Artikel 17**

Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2008 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 251.264.809,08 euro:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	251.264.809,08

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de tabel 2.2.6, kolom 2 van de bijlage.

**Artikel 18**

Naaraanleiding van de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2008 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	8.788.023,84	82.293.249,72	91.081.273,56
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		207.844.702,67	207.844.702,67

## § 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2008

**Artikel 19**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2008 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 8.117.281.518,14 euro

De uitgaven bedragen 8.378.069.082,45 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 260.787.564,31 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

## § 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

**Artikel 20**

De aangerekende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2008 de som van 189.257.172,35 euro (bijlage tabel 2.2.2 (aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	188.881.530,86
Kapitaalontvangsten	315.220,49

## § 2. Vaststelling van de ordonnanceringsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Artikel 21**

De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 2008 bedragen 189.257.172,35 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2008 42.405.316,58 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 146.851.855,77 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings, kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 39, 40 en 47 van het decreet van 13 december 2007 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2008 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

## § 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

**Artikel 22**

De ordonnancerings aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2008 bedragen 64.985.260,72 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings kolom 5).

**Artikel 23**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnancerings – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2008 81.866.595,05 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings kolom 6) .Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. - Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting

**Artikel 24**

De begrotingsdecreten van het jaar 2008 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

(in euro)

- Ontvangsten	37.000.000
- Uitgaven	37.000.000

bijlage tabel 2.2.5, kolommen 2, 3).

**Artikel 25**

Het saldo dat op 1 januari 2008 beschikbaar was, bedroeg 2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt (bijlage tabel 2.2.5 kolom 4).

**Artikel 26**

Er werd geen uitgave aangerekend (bijlage tabel 2.2.5 kolom 5).

Er zijn dus geen uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd en waarvoor artikel 79 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing is (bijlage tabel 2.2.5, kolom 6).

**Artikel 27**

Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de aangerekende uitgaven van het begrotingsjaar bedraagt 0 EUR (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het beschikbaar saldo van de uitgaven van het begrotingsjaar 2008, zoals bepaald in artikel 25 en de uitgaven opgenomen in artikel 26, bedraagt het op 31 december 2008 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo

-2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat***Artikel 28**

Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2008 (in euro):

Begroting sensu stricto :	- 260.787.564,31
Variabele kredieten :	+ 124.271.911,63
Afzonderlijke sectie :	0
Totaal :	-136.515.890,38

TWEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN  
MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

## §1 Vaststelling van de ontvangsten

**Artikel 29**

De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 249.963.242,29 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2008 bedragen 468.836.787,40 euro.

Het beschikbare saldo op 1 januari van het jaar bedraagt 242.599.721,96 euro.

De ontvangsten van het jaar en het beschikbare saldo op 1 januari vormen een saldo voor de uitgaven van 2008 van 711.436.509,36 euro.

## §2. Vaststelling van de uitgaven

**Artikel 30**

De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 231.518.947,03 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 3).

De uitgaven bedragen 406.301.342,21 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5).

## § 3. Begrotingsresultaat

**Artikel 31**

Naar aanleiding van de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 62.535.445,19 euro.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 2008 bedraagt 305.135.167,15 euro.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

## DEEL DRIE: "CATEGORIE A" INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen (C.G.R.I.)

## • ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op 43.114.313,26

De aangerekende ontvangsten bedragen 42.082.679,67

Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening  
gebrachte ontvangsten bedraagt 1.031.633,59

## • UITGAVEN

De kredieten die bij de begrotingsdecreten zijn toegewezen,  
bedragen 46.495.249,00

De toegerekende kosten bedragen 40.899.424,66

## • RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het  
C.G.R.I., op 1.183.255,01- d.w.z. de jaarontvangsten 42.082.679,67  
van- verminderd met de uitgaven, van  
40.899.424,66*Begroting Egalisatiefonds (Fonds)*

## • ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op 0

Aangerekende ontvangsten op 0

Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening  
gebrachte ontvangsten, op 0

Kredieten die bij begrotingsdecreten zijn toegewezen, op 0

Aangerekende uitgaven, op 0

Het bedrag van de te annuleren kredieten, op 0

## • RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het  
Fonds, op 0- of de ontvangsten van het  
jaar 0

- minus de uitgaven, vanaf 0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op  
"Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

*Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.59-1 – Commissieverslag, nr.59-2. Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.59-3*

*Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020*